

COMITE SYNDICAL SEANCE DU LUNDI 19 NOVEMBRE 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le 12 novembre 2024 à 18 heures 30, le Comité syndical, légalement convoqué le 12 novembre 2024, s'est assemblé au siège du Sigidurs, 1 rue des Tissonvilliers à Sarcelles, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude GENIÈS, Président, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

DÉLIBÉRATION N° 24-94

Objet : Désignation du secrétaire de séance

Nombre de membres en exercice : 52

Etaient présents : (28)

CA ROISSY PAYS DE FRANCE

Mmes BIDEL, CAUMONT, DELPRAT,

MM. BOCQUET, BONNET, DARAGON, GEBAUER, GENIÈS, GUEVEL, MALLARD, MAQUIN, MELLA, MURRU, PINTO DA COSTA, PY, VASCONCELOS, ZINAOUI.

CA PLAINE VALLEE

Mmes HINGANT, MEGRET, POTIER, SCALZOLARO, TORDJMAN,

MM. MAURAY, LAGIER, TESSE.

CC CARNELLE PAYS DE FRANCE

MM. BARRUET (supplée M. GAUBOUR), DIARRA, MANSOUX.

Etaient absents excusés ayant donné procuration : (2)

CA ROISSY PAYS DE FRANCE

M. ZIGHA (Pouvoir à M. GENIÈS).

CA PLAINE VALLEE

M. BATTAGLIA (Pouvoir à M. LAGIER).

Etaient absents excusés : (22)

CA ROISSY PAYS DE FRANCE

Mmes DELMOTTE, GAUTIER, JASZECK, MEKEDICHE, PROFITT-BAHIN,

MM. BOUCHE, DIDIER, DOMETZ, DOMINGUEZ, ETHODET NKAKE, HADDAD, JOURNAUX, LEROUX, SERVIÈRES, THOREAU, VENNE, VERMEULEN, YALAP.

CA PLAINE VALLEE

Mme MOSOLO,

MM. GOMES, SECNAZI.

CC CARNELLE PAYS DE FRANCE

M. FAUVIN.

Visa

Monsieur le Président expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Comité syndical est invité à nommer un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire,

Après examen du rapport adressé aux membres du Comité syndical, dont les éléments sont repris dans la présente,

Le Président entendu et **le quorum étant atteint**, le Comité syndical, **à l'unanimité** :

- **DECIDE** de procéder à la désignation du secrétaire de séance par un vote à main levée.
- **DESIGNE** monsieur Michel MANSOUX pour exercer cette fonction.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois, à compter de son rendu exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.



Jean-Claude GENIÈS,
Président du Sigidurs



Michel MANSOUX,
Secrétaire de séance

Acte exécutoire le 25/11/2024 (reçu par le contrôle de légalité et publié le 25/11/2024)

Page 2 sur 2